

# Trade Talks September 12, 2013

September 12th, 2013

The WTO will be hosting a meeting of Trade Ministers this December in Bali, Indonesia. As the first gathering of WTO Trade Ministers in two years, there is growing interest in how the ministers will broach the delicate subject of the seemingly dormant Doha talks and the overall future of multilateral trade negotiations.

On the bright side, the Doha talks are not completely dead. WTO member countries are said to be working on or at least considering some pieces of the original Doha program including trade facilitation, food security, import quota administration, and export competition. There is hope that the WTO countries will make progress and that Bali will culminate in discrete agreements in these areas.

But what of the grand objectives that were set out at the start of the Doha round? Agriculture and food exporters in Canada and in many other WTO countries saw the Doha talks as the vehicle through which they could achieve a fully liberalized, transparent and rules-based trading system – one that would apply to producers and agri-food exporters around the globe. They believed that, through the Doha, the WTO could spearhead the elimination of trade distorting policies and the implementation of a level playing field for farmers and food manufacturers.

We are now living in a world where countries' resources have, of necessity, turned from the WTO to individual bilateral and regional trade deals. A broad based, single undertaking, multi-lateral deal is unlikely in the short or mid-term. For many, this is a step way from our Doha objectives. But, in truth, the Doha goals are still valid and we can't afford to let them go.

To move forward, we need to look at Canada's trade activity – the bilateral and regional trade deals in which we participate – as part of an overarching strategic initiative that moves towards liberalized global trade. While bilateral trade deals, like the Canada EU CETA or the Canada Japan EPA, present important commercial opportunities for Canadian industries, we can't afford to evaluate these deals through that lens alone. We must insist that these negotiations and key regional deals like the Trans Pacific Partnership incorporate rules, principals and disciplines that propel us closer to global free trade. These deals must reach high levels of ambition – in eliminating or substantially reducing tariffs on all products and in placing disciplines on and holding countries

accountable for non-tariff barriers. Like a ladder that carries us up wrung by wrung, every trade deal we and other countries negotiate must advance us all towards our shared goal of global free trade. Every trade deal must set a new and higher standard.

Canada is currently negotiating trade deals with an impressive array of countries. Until there is a renewed interest in a true multi lateral trade deal, it is this varied collection of free trade agreements and regional trade deals, along with what might still be possible through the WTO, that are the vehicle through which we will achieve those precious goals we set out in the Doha round.

---

En décembre prochain, l'OMC tiendra une réunion des ministres du commerce, à Bali, en Indonésie. Comme c'est la première fois en deux ans que les ministres du commerce membres de l'OMC se réuniront, on dénote un intérêt croissant quant à la façon dont ils aborderont la délicate question des pourparlers de Doha, lesquels semblent stagner, et l'avenir global des négociations commerciales multilatérales.

Sur une note plus positive, on affirme que les pourparlers de Doha ne sont pas complètement morts. Apparemment, les pays membres de l'OMC travailleraient ou, à tout le moins, examineraient certaines clauses du programme original de Doha, notamment la facilitation du commerce, la sécurité alimentaire, l'administration des contingents d'importation et la concurrence au chapitre des exportations. On espère que les pays membres de l'OMC feront progresser ce dossier et que la réunion de Bali permettra de conclure des ententes discrètes sur ces enjeux.

Or, qu'advient-il des grands objectifs qui avaient été fixés à l'aube des négociations de Doha ? Les intervenants de l'agriculture et les exportateurs alimentaires du Canada et de nombreux autres pays membres de l'OMC ont cru que les négociations de Doha seraient le véhicule qui leur permettrait de façonner un système commercial totalement libéralisé, transparent et fondé sur des règles – un système qui s'appliquerait aux producteurs et aux exportateurs agroalimentaires à l'échelle de la planète. Ils croyaient alors que ces pourparlers établiraient l'OMC comme fer de lance pour éliminer les politiques ayant des effets de distorsion sur le commerce et instaurer des règles du jeu équitables pour les agriculteurs et les fabricants de produits alimentaires.

Nous évoluons désormais dans un monde où les ressources des pays se sont, par nécessité, éloignées de l'OMC pour se tourner vers des accords bilatéraux et régionaux. La conclusion d'un accord multipartite, multilatéral, unique est peu vraisemblable à court et à moyen

terme. Pour beaucoup, on dévie des objectifs de Doha. Toutefois, ces objectifs sont en réalité encore valides aujourd'hui et nous ne pouvons nous permettre de nous en départir. Pour aller de l'avant, nous devons examiner l'activité commerciale du Canada – les accords bilatéraux et régionaux auxquels nous participons – dans le cadre d'une initiative stratégique générale qui encourage la libéralisation mondiale du commerce. Alors que des accords commerciaux bilatéraux, comme l'AECG du Canada et de l'UE ou l'APE Canada-Japon, offrent aux industries canadiennes d'importantes opportunités commerciales, il ne faut pas jauger ces accords uniquement de cet angle. Nous devons insister pour que ces négociations et les principaux accords régionaux, notamment le Partenariat transpacifique, englobent des règles, des principes et des mesures de discipline qui nous rapprochent du libre-échange mondial. Ces accords doivent être très ambitieux – éliminer ou réduire de façon substantielle les tarifs douaniers grevant tous les produits, instaurer des mesures disciplinaires et tenir les pays responsables d'enrayer les obstacles tarifaires. Comme une échelle qui nous porte vers le sommet, un barreau à la fois, tous les accords commerciaux que nous, et d'autres pays, négocions, doivent nous faire progresser en vue d'atteindre notre objectif commun, le libre-échange global. Tout nouvel accord commercial doit établir une norme nouvelle et plus élevée.

Le Canada négocie actuellement des accords commerciaux avec un éventail impressionnant de pays. Tant qu'on ne décèlera pas un renouveau d'intérêt envers un accord commercial multilatéral réel, ce cumul d'accords de libre-échange et d'accords commerciaux régionaux variés, ainsi que les réalisations qui sont encore possibles par l'entremise de l'OMC, constitueront le véhicule grâce auquel nous réaliserons les grands objectifs que nous avons fixés durant les négociations de Doha.